

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BOP/R/18

16 octobre 1996

(96-4280)

**Comité des restrictions appliquées à des
fins de balance des paiements**

RAPPORT SUR LES CONSULTATIONS AVEC LE NIGERIA

1. Le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements de l'OMC a repris les 24 et 25 septembre 1996 ses consultations avec le Nigéria qui avait été suspendues en février 1996. Les consultations se sont tenues sous la présidence de M. Peter Witt (Allemagne) et, conformément au mandat du Comité, en application de l'article XVIII:12 b) du GATT de 1994 et du Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements. Le Fonds monétaire international était invité à y participer conformément à l'article XV:2 du GATT de 1994.

2. Le Comité disposait des documents suivants:

Addendum au document de base présenté par le Nigéria WT/BOP/6/Rev.1/Add.1

Corrigendum au document de base WT/BOP/6/Rev.1/Add.1/Corr.1

Note d'information établie par le Secrétariat WT/BOP/W/9

FMI Nigéria: Supplementary Background Material, 11 septembre 1996

Exposé introductif du représentant du Nigéria

3. L'exposé introductif du représentant du Nigéria est reproduit à l'annexe I.

Déclaration du représentant du Fonds monétaire international

4. La déclaration du représentant du Fonds monétaire international est reproduite à l'annexe II.

Débat du Comité

i) Situation et perspectives d'évolution de la balance des paiements; autres mesures propres à rétablir l'équilibre

5. Les membres ont constaté que, bien que le taux d'inflation ait été ramené à 40 pour cent l'an et que le déficit budgétaire ait nettement diminué, la position extérieure du Nigéria restait précaire. Evaluées à 2,3 milliards de dollars EU, les réserves ne représentaient que 2,9 mois d'importations et les arriérés vis-à-vis de l'extérieur se montaient à 12,1 milliards de dollars EU. Les mesures prises pour développer et diversifier les exportations pourraient avoir un effet bénéfique sur l'économie tout comme la poursuite d'une politique budgétaire restrictive et de politiques des taux d'intérêt et des changes crédibles, en particulier l'unification du double taux de change. La transparence et la confiance du public étaient également deux conditions essentielles pour recueillir les fruits d'une politique économique stricte.

ii) Modalités et effets des restrictions

6. Les membres ont répété que les prohibitions à l'importation en vigueur n'étaient pas de nature à protéger la balance des paiements. Comme il avait été dit plus tôt dans l'année, ces restrictions, du fait même de leur spécificité sectorielle, étaient incompatibles avec les dispositions du GATT relatives à la balance des paiements et le Nigéria avait annoncé qu'il les remplacerait par des mesures fondées sur les prix. Les membres ont posé des questions sur le processus d'examen administratif et ont demandé quel type de consultation était nécessaire, en quoi consistaient les recommandations à la Commission de révision tarifaire et quand celle-ci se réunirait pour prendre une décision.

iii) Réponses du représentant du Nigéria

7. Répondant aux questions posées, le représentant du Nigéria a reconnu l'importance de politiques macro-économiques rationnelles pour remédier aux problèmes de la balance des paiements et il a considéré que le recours à l'article XVIII:B n'était que temporaire. S'agissant du processus institutionnel interne, il a expliqué qu'après l'ouverture des consultations avec le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements en février, un Comité interministériel de la balance des paiements avait été constitué et avait tenu plusieurs réunions avec des groupes du secteur privé. Le Comité avait ensuite soumis ses recommandations au Ministère des finances pour examen par le Comité technique tarifaire, lequel avait transmis ses conclusions à la Commission de révision tarifaire présidée par le Ministre de l'industrie. L'intervenant a précisé qu'il avait été recommandé de retrancher de la liste des produits interdits à l'importation ceux qui y avaient été inscrits pour des raisons de balance des paiements et de leur appliquer le tarif douanier actuel (barème 1995-2001). Ces recommandations, si elles étaient approuvées, prendraient effet au moment de l'adoption du budget pour 1997 qui pourrait être annoncée dès le 1er janvier 1997. Le gouvernement nigérian notifierait au Comité les modifications apportées dès que celles-ci seraient rendues publiques.

Conclusions

8. Se fondant sur les conclusions préliminaires auxquelles il était parvenu en février 1996 (WT/BOP/R/13), le Comité a pris note de certaines évolutions macro-économiques positives comme la baisse de l'inflation, l'amélioration du solde des comptes courants et l'accroissement des réserves internationales qui représentaient en juin 1996 environ quatre mois d'importations. En revanche, la situation extérieure restait précaire, et le Nigéria était encore en butte à de graves difficultés économiques telles qu'une faible croissance du PIB, de mauvais résultats à l'exportation et un lourd endettement extérieur.

9. Le Comité partageait l'analyse du FMI selon laquelle un programme audacieux et crédible de réformes économiques et commerciales était indispensable pour améliorer durablement la situation de la balance des paiements nigériane.

10. Le Comité a estimé que les prohibitions à l'importation en vigueur au Nigéria ne pouvaient plus se justifier au regard de l'article XVIII:B et du Mémoire d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements. Il a rappelé l'engagement que le pays avait pris de fonder sur les prix toutes les mesures commerciales restrictives et de les éliminer en renonçant à se prévaloir de l'article XVIII:B.

11. Le Comité a pris note de la déclaration du Nigéria selon laquelle un processus technique et législatif avait été engagé aux fins d'éliminer, le 1er janvier 1997, les prohibitions à l'importation instaurées pour des raisons de balance des paiements et que des recommandations avaient été faites en ce sens et soumises au gouvernement pour approbation. Il a demandé au Nigéria de lui notifier les décisions pertinentes dès qu'elles seraient prises. Si toutes les mesures étaient supprimées dans le cadre du budget pour 1997, de nouvelles consultations ne seraient pas nécessaires; sinon, le Comité reprendrait ses consultations avec le Nigéria en février 1997.

12. En attendant, les membres réservaient leurs droits au titre du GATT de 1994.

ANNEXE I

Exposé du représentant du Nigéria

Je vous remercie ainsi que les membres du Comité pour l'accueil amical et chaleureux que mes collègues de la délégation et moi-même avons reçu. C'est avec plaisir que nous reprenons les consultations approfondies avec le Comité de la balance des paiements. Je voudrais également d'entrée de jeu rassurer les membres du Comité: le Nigéria ne fait pas de discrimination dans ses relations commerciales avec les Membres de l'OMC; c'est pourquoi il s'acquittera de toutes ses obligations au regard des principes fondamentaux du système commercial, comme le régime NPF et le traitement national et il demeure attaché à la libération des échanges. Il faut noter que les efforts faits à l'extérieur pour libéraliser les échanges trouvent leur pendant à l'intérieur dans les efforts d'ajustement et de stabilisation économiques qui commencent à porter leurs fruits. Je suis en mesure d'informer le Comité que le resserrement monétaire et budgétaire intervenu en 1995 et 1996 a permis de stabiliser le taux de change, de réduire l'inflation, de dégager un excédent budgétaire et d'accroître les réserves de change. En outre, le gouvernement a décidé que la Banque centrale du Nigéria (CBN) renoncerait à partir de janvier 1997 à toute activité qui relève des banques de dépôts.

Dans ce contexte, permettez-moi, M. le Président, d'aborder deux questions importantes qui intéressent cette consultation, à savoir les derniers développements macro-économiques et la politique nigériane en ce qui concerne les prohibitions à l'importation.

M. le Président, les résultats économiques globaux du pays ont continué d'être contrastés et fragiles. Les taux d'intérêt qui étaient bloqués à 21 pour cent ont baissé, les taux bancaires débiteurs moyens oscillant entre 18 et 19 pour cent pendant le premier semestre de 1996. Le taux d'inflation a été ramené de 72,8 pour cent en décembre 1995 à 55,3 pour cent en juin 1996. Le budget consolidé de l'Etat fédéral a dégagé un excédent de 8,0 milliards de naira en juin 1996 (à comparer avec le déficit de 6,8 milliards de naira enregistré en décembre 1995). Le taux de change du naira est resté relativement stable au cours des 18 derniers mois cependant que le total des réserves extérieures augmentait jusqu'à atteindre 2,3 milliards de dollars EU en juin 1996.

Cependant, la situation de la dette extérieure ne s'est pas améliorée. La dette extérieure s'élevait, fin 1995, à 32,6 milliards de dollars EU; les arriérés (principal et intérêts) entraient pour 34,7 pour cent dans le total. Le service de la dette devrait se monter en 1996 à 4,5 milliards de dollars EU alors que les crédits qui lui étaient affectés dans le budget n'étaient que de 2 milliards. Le service de la dette extérieure continue donc à poser problème. L'accumulation d'arriérés alourdis par les commissions de pénalisations, a empêché toute réduction de l'encours de la dette bien que l'Etat ait déboursé au cours des cinq dernières années 2 milliards de dollars EU par an pour assurer le service de la dette extérieure. Les intérêts forment une part considérable du service de la dette et le Nigéria serait mieux à même de revitaliser son économie s'il obtenait de ses créanciers une renonciation aux intérêts et un moratoire pour le remboursement du principal.

M. le Président, s'agissant du principal sujet de préoccupation de nos partenaires commerciaux, à savoir les 16 produits dont l'importation est interdite, je dois dire que le gouvernement a entrepris le réexamen des prohibitions à l'importation et des restrictions commerciales et que les travaux sont bien avancés. Suite au rapport présenté et aux recommandations formulées par la délégation nigériane après les consultations de février, le Comité technique tarifaire a procédé à un réexamen des prohibitions et soumis à la Commission de révision tarifaire un rapport sur le sujet. Celle-ci se réunit une fois par an, juste avant la discussion du budget. Il appartiendra au gouvernement de statuer en dernier

lieu au vu du rapport de la Commission de révision tarifaire et des recommandations qu'il contient concernant les restrictions commerciales établies en application de l'article XVIII:B du GATT de 1994.

Je voudrais informer et assurer le Comité que les processus techniques et législatifs nécessaires ont été entamés pour éliminer et supprimer progressivement les prohibitions à l'importation. Des recommandations ont été formulées en vue d'engager une telle action en 1997 et il reste au gouvernement à les approuver.

ANNEXE II

Déclaration du représentant du FMI

Les informations données par le représentant du FMI dans la déclaration qu'il avait faite en janvier 1996 devant le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements de l'OMC (EBD/95/153, révision 1) restent valables et peuvent servir de base à la consultation. La présente mise à jour passe en revue les faits intervenus depuis la déclaration.

1. Evolution de la situation

Les conditions économiques au Nigéria continuent d'être difficiles. Le PIB réel n'a progressé que de 2,2 pour cent en 1995 et rien n'indique pour l'instant une reprise de l'activité économique en 1996. Le taux d'utilisation des capacités dans le secteur industriel a été de l'ordre de 30 pour cent au premier semestre de 1996. Il semble que les investisseurs manquent toujours de confiance, ce qui tient à la situation du moment.

Des progrès ont toutefois été faits dans la voie d'une réduction des déséquilibres macro-économiques. L'inflation a reculé, le taux annuel tombant de 52 pour cent en 1995 (fin de période) à 40 pour cent au premier semestre de 1996. Le déficit global de l'Etat fédéral a été ramené de 8,8 à 0,4 pour cent du PIB de 1994 à 1995. Le déficit budgétaire de 1995 était en partie lié à un rendement des titres d'Etat inférieur au taux du marché, mais sa réduction est imputable à l'augmentation des prix intérieurs des produits pétroliers et à l'accroissement des recettes qu'ils génèrent ainsi qu'à une forte réduction des dépenses d'équipement.

La situation de la balance des paiements s'est également améliorée; le déficit des comptes courants est tombé de 2,9 à 1,4 pour cent du PIB de 1994 à 1995 et une nouvelle amélioration est prévue pour 1996. Les réserves internationales brutes sont passées de 0,9 milliard de dollars EU (1,3 mois d'importations) à la fin de 1994 à 2,3 milliards de dollars EU (2,9 mois d'importations) fin juin 1996, mais, dans le même temps, les arriérés vis-à-vis de l'étranger augmentaient de 3,1 milliards de dollars EU pour s'établir à 12,1 milliards de dollars EU. Le naira s'est légèrement apprécié sur le marché autonome, le taux de change étant en 1996 de 81 naira pour 1 dollar EU contre 82 fin 1995.

2. Orientation de la politique en 1996

En 1996, le gouvernement a poursuivi la politique engagée en 1995. Dans la déclaration de politique générale qu'il a faite au moment de la présentation du budget de 1996, le Ministre des finances a indiqué les objectifs du gouvernement: stabilisation des prix et du taux de change, poursuite de la libéralisation économique et élargissement du rôle du secteur privé dans l'économie. Le budget de 1996 visait à renforcer encore la situation budgétaire et la politique monétaire et à limiter l'expansion de la masse monétaire à 15 pour cent en vue de ramener le taux d'inflation à 20-30 pour cent d'ici à la fin de 1996. Tout en poursuivant leur politique de désengagement du secteur productif, les autorités ont décidé que, pour un certain nombre d'entreprises publiques, l'Etat conclurait des baux, des contrats de gestion ou des accords de coentreprise avec des partenaires privés locaux ou étrangers.

Au début de 1996, l'importation du kaolin a été interdite alors que la prohibition qui frappait les lampes tempêtes a été levée. Les déchets de métaux ont été ajoutés à la liste des exportations prohibées le 16 septembre 1996. Depuis le 1er janvier 1996, les étrangers peuvent payer en monnaie locale les notes d'hôtel, les taxes d'aéroport, les droits pour le renouvellement des permis de séjour, les services connexes rendus par le Service de l'immigration, les redevances portuaires et connexes et les titres de transport internationaux. Les importateurs sont tenus d'acquitter une redevance pour

le Régime de surveillance générale des importations dont le taux est fixé par le Ministère fédéral des finances et toutes les exportations font l'objet d'une inspection avant expédition effectuée par des agents nommés par les pouvoirs publics.

3. Perspectives dans le secteur extérieur

En attendant la mise en oeuvre d'un programme d'ajustement global, les perspectives dans le secteur extérieur restent à court et à moyen terme précaires du fait de la lourdeur du service de la dette, des médiocres résultats du secteur d'exportation hors pétrole et des incertitudes quant à l'évolution des cours du pétrole. Il serait nécessaire de lancer un programme audacieux et crédible qui prévoirait l'unification du double taux de change, l'accélération des privatisations et de la réforme des entreprises publiques et la libéralisation des échanges.

Les services du Fonds restent d'avis que c'est l'application résolue de politiques macro-économiques vigoureuses et non pas le recours à des restrictions commerciales qui permettra d'améliorer durablement la situation. Ils engagent les autorités nigérianes à unifier sans délai les taux de change et à adopter un calendrier précis pour l'élimination des restrictions existant en matière de commerce et de change.